PAYS-BAS

DES MOYENS D'ASSURER L'OBSERVATION DES LOIS DE LA GUERRE

La Haye, ce 1^{er} septembre 1900.

A Messieurs les membres et associés de l'Institut de droit international.

MESSIEURS ET TRÈS HONORÉS COLLÈGUES,

Il faut que je m'abstienne cette fois de l'honneur de prendre part à vos délibérations savantes.

La guerre terrible et horrible qui se livre à présent, presque depuis un an, me navre tellement qu'elle m'ôte toute envie, toute force pour m'occuper paisiblement avec vous des matières du droit des gens qui seules sont de ma compétence.

Je me demande si ce n'est pas tout à fait infructueusement que nous, hommes de science, après mûre délibération, proposons et recommandons au nom de la civilisation et de l'humanité certaines choses, du moment que, dans la réalité, dans la pratique, celui qui a la force et la puissance ne se soucie guère des lois acceptées par les peuples civilisés.

Presque journellement des nouvelles de violations graves des lois de la guerre nous parviennent. Des témoins oculaires sont venus nous dire qu'à Elanslaagte on a percé de lances des hommes inoffensifs, qui avaient jeté bas les armes et levé les mains en signe de reddition, et qu'on a dépouillé les pauvres blessés qui gisaient sur les champs de bataille, de leur montre, de leur bourse et même de leurs habits, comme cela est arrivé entre autres au général Kock; qu'on a laissé massacrer les habitants du pays ennemi par les Linchives-Caffres à Derdepoort; qu'on a soumis les prisonniers aux jeux monstrueux de « picksticking » et de « lemon cutting », comme l'a déclaré sous serment un prisonnier évadé, nommé Kannemeyer; qu'on a tué raide des prisonniers qui s'indignaient de la manière inhumaine avec laquelle on traînait vers Boshof, après le combat dans lequel le brave colonel de Villebois-Mareuil fut tué, des prisonniers français et autres, quoique grièvement blessés, liés aux chevaux pendant des heures, jusqu'à ce qu'ils s'affaîssassent.

On nous raconte qu'on exigea de la population d'un Etat dans lequel on venait de faire les premiers pas, un serment de neutralité presque impossible à tenir par des habitants placés entre l'enclume et le marteau, serment ne différant à vrai dire d'un serment de fidélité que de nom.

On se plaint de plus en plus que la propriété privée des habitants soit brûlée et confisquée sans nécessité de guerre, par pure haine et vengeance.

Ces nouvelles, sont-elles vraies, ces plaintes sont-elles fondées ?

Quoique émanant de personnes véridiques, la preuve n'en peut naturellement pas être donnée pendant la guerre, et après on n'aime pas à revenir sur ces choses lamentables ; on préfère les oublier.

Mais de cette manière les lois de la guerre, que presque toutes les puissances civilisées du monde viennent de ratifier à la Conférence de la Haye, resteront lettres mortes. En pratique elles seront observées par les faibles, mais violées, autant que cela leur plaira, par les forts.

N'est-ce pas à nous, hommes de science, appelés par nos statuts à contribuer, dans les limites de la compétence de l'Institut de Droit international, à l'observation des lois de la guerre, à chercher un moyen pour y remédier autant que possible ?

Croyant qu'il est de notre devoir de travailler pour les intérêts humanitaires des peuples, j'ai l'honneur de vous proposer, Messieurs, que l'Institut mette à l'étude les questions suivantes :

1° Ne serait-il pas possible que — comme il y a une Cour permanente d'arbitrage pour aplanir les différends des Etats — il y ait aussi une commission internationale permanente, ou si l'on préfère, non permanente, pour veiller à ce que les lois de la guerre soient observées ?

2° Quelle serait la meilleure organisation à donner à une telle commission et quelles instructions devrait-elle recevoir ?

Agrérez, messieurs et très honorés collègues, l'assurance de ma haute considération.

DEN BEER POORTUGAEL

Général-major, ancien ministre de la guerre.